

encore car, ce faisant, on eût quitté un paysage des temps bibliques pour entrer de plain-pied dans le XX^e siècle. Assurément, Abidjan est une belle vitrine.

Mais, comme toutes les vitrines, celle-ci est trompeuse. Ni « le Plateau » (centre des affaires), ni « Cocody » (quartier résidentiel) ne sont la capitale et Abidjan n'est pas la Côte d'Ivoire. À côté des ensembles immobiliers prestigieux et des résidences luxueuses s'étirent des quartiers insalubres où l'habitat pudiquement appelé « spontané » fait ses ravages, où les eaux, les jours de pluie, emportent ce qui reste des pauvres chaussées, où des grappes humaines s'agglutinent aux portes d'autobus brinquebalants, où des ados faméliques trompent l'ennui plus mal encore que la faim, où des hordes de gosses mal vêtus errent à la recherche autant de pain que de jeux... Et, hors les murs, s'étendent une forêt – hélas ravagée – et une savane – déjà partiellement développée –. Bien plus que l'agglomération abidjanaise, elles constituent la nation du Président-paysan¹ qui incarne le pays depuis quelque quarante ans.

La seconde découverte sera San Pedro, port sorti en quelque dix ans, dans le cadre de l'aménagement de la région sud-ouest, de lagunes et de brousses jusque-là restées sauvages. Avec un trafic de près de 2 millions de tonnes en 1980 (1,5 en 1979), il a pratiquement atteint l'an dernier sa capacité maximale. Mais l'exportation de bois bruts (90 % de son activité), parce que largement sauvage, doit inexorablement décliner. Il lui faudra donc, d'ici quelques années, trouver d'autres produits d'exportation (cacao de l'intérieur? Coton du Mali?). Pour l'instant, il bruit d'une activité menée à plein régime. Complexe portuaire moderne, San Pedro, à quelques kilomètres de ses quais et de ses docks, demeure pourtant un « far west » où les grumiers auraient remplacé les diligences et où les

1. Félix Houphouët-Boigny, premier Président de la Côte d'Ivoire, de l'indépendance (7 août 1960) à sa mort (7 décembre 1999).

produits locaux paraissent élevés (300 francs CFA le kg de tomates, 500 celui des pommes de terre, 350 l'ananas vert). Quant à l'artisanat, en dehors de la vannerie du nord-ouest, il est peu séduisant : les cotons sont mal dégrossis, mal coupés et mal teints ; les poignards de fer blanc, blafards et tordus, gisent lamentablement sur leur étal ; les babouches arborent certes des motifs sympathiques mais elles sont en fort méchant cuir et c'est avec astuce mais sans garantie que leurs lanières prétendent être attachées à leurs semelles par des clous de tapissier dont la pointe a été retournée au marteau...

Au spectacle de la brousse et de la rue, à l'écoute des Guinéens, il est relativement facile de comprendre ce qu'ont été les vingt-cinq ans de règne de Sékou : une de ces « révolutions » au sens littéral qui, la boucle bouclée, vous ramènent et vous laissent Gros Jean comme devant au point de départ, plus mal en point que vous n'en étiez parti. Appréhender où en est la Guinée, un an et demi après la prise de pouvoir de Lansana Conté et deux mois à peine après la réforme monétaire, est moins aisé. L'employé qui a vu les prix grimper, le fonctionnaire qui a senti s'étioler ses privilèges et s'obstruer les mille et une voies royales vers la combine, le boy dont le salaire n'a pas augmenté, l'agent de l'État qui a été remercié, le commerçant qui s'étouffe à entendre la marge bénéficiaire limitée qu'on voudrait lui imposer, le Français de souche qui s'inquiète de l'ouverture sur l'extérieur et d'une concurrence qui vagit... tous participent au chœur bigarré des pleureurs. Miraculeusement d'accord, ils s'accordent à se réjouir de la liberté retrouvée mais se divisent sur les façons de s'en approprier la part la plus insolente. De toute façon, relevant d'une réelle immoralité mais parée sous ces ciels d'une apparente immortalité, dure et perdue la combine dont l'universalité n'est peut-être freinée que par le racisme soussou anti-peul ou anti-malinké.

Nombreux sont ceux qui, familiers des lieux, en doutent ou, en tout cas, s'inquiètent.

Le changement d'avec la Sierra Leone est sensible dès la frontière et la comparaison avec la misère entretenue que l'on vient de quitter aide à le mesurer. Pêle-mêle: la piste refaite et parfois bitumée; les mangues qu'on est assez bien nourri pour laisser mûrir sur les arbres; les bicyclettes et les motos qui circulent; les fils électriques qui se font de moins en moins symboliques à mesure qu'on avance dans le pays; les poulets et les canards qui, laissés en vie, pourront plus tard améliorer l'ordinaire; les boutiques et étalages offerts aux passants; les pompes à essence encore souvent sèches mais réparées; les taxis-brousse en activité...; tous ces signes sont ceux d'un pays qui commence à sortir du coma.

Dans les régions de Kindia et Mamou, maintenant desservies par des routes goudronnées, les villages ont repris vie. La brousse se monétarise. Les communications étant rétablies, produire reprend du sens, à tout le moins là où une culture de rente s'ajoute aux cultures vivrières. Cette production crée du revenu et, surtout, réintroduit l'épargne que l'achat à crédit, pénalisé par des taux usuriers, avait fait disparaître. Cette relative mais nouvelle aisance se sent dans la tonalité des palabres conduites sous le manguier ou le fromager de la place centrale, dans les échoppes de bords de chaussées, dans les cortèges qui, le jour fixé et de tous les coins de brousse, s'étirent pour aller vers le marché local. En émergent les figures hiératiques et impérieuses des hommes en simple ou grand boubou, abrités derrière leur parapluie noir, et les silhouettes industrielles des femmes, enfant dans le dos et faix sur la tête. Sur leur coiffe, bois, bassine, seaux, sacs... tout prend place. Suivent des kyrielles de gosses en jeans et tonges.

À la frontière orientale, dans la région de Boke et Gaoul, pourtant encore totalement enclavée par manque de pistes réellement

Quels « hommes » ?

Ce sont ceux, juste cités, et quelques autres qui se succèdent « aux affaires ». Ils sont juchés sur le socle massif d'un pouvoir autocratique ou englués dans la souille fragile d'alliances d'occasion, alliances aussi peu idéologiques qu'elles sont promptement réversibles. Ces responsables, à de rares exceptions près, ne réussissent presque jamais à donner de l'intérêt général autre chose qu'une version partielle ou partielle. Nulle surprise donc qu'ils échouent à remobiliser les énergies d'une population citadine plus encline à attendre l'amélioration de sa condition de l'extérieur que de ses propres efforts. Les ruraux, eux, savent bien ne pouvoir compter que sur eux-mêmes.

Dix ans et cinq régimes

C'est au début des années 1990 que le vent d'ouest apporte la démocratie au Niger comme à la plupart des pays d'Afrique. À cette époque, Ali Saibou, « l'officier le plus âgé dans le grade le plus élevé » a, par cette vertu, succédé naturellement à Seyni Kountche. Ce dernier, par le premier coup d'État enregistré dans le pays depuis l'indépendance, avait en 1974 enterré vivante la I^{re} République de Diori Hamani et dirigé le pays jusqu'à sa mort, le 14 novembre 1987. Ali Saibou gère benoîtement l'héritage du défunt Président du Conseil militaire suprême, en même temps qu'il essaye de desserrer l'étreinte de pratiques autoritaires. Il n'est pas encore vraiment question de démocratisation, mais bien plutôt de « décripation ». En témoignage, bien que timidement encore, la

60. Daouda Mallam Wanke : chef de la garde présidentielle, Daouda Malam Wanke renverse le général Baré le 9 avril 1999, se proclame président du CRN (Conseil de réconciliation nationale) et, contrairement à son prédécesseur, après élection, laisse le pouvoir à un civil, Mamadou Tandja, en décembre 1999.